



19 juillet 2017 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

## POUR UN SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ AU SERVICE DES POPULATIONS ET AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES

Le 17 juillet dernier, le Président a réuni pour la première fois de son mandat les représentants des élus locaux autour de la conférence des territoires.

Ce premier rendez-vous avait pour objectifs de tracer les perspectives pour les 5 ans à venir dans les collectivités territoriales.

Sans grande surprise, Macron, assurant la continuité d'Hollande et de Sarkozy s'apprête à sacrifier les services publics de proximité sur l'autel du Pacte de responsabilité.

Il confirme et accentue ainsi les points contenus dans son programme :

- La baisse de la dotation globale de fonctionnement prévue initialement à 10 milliards d'euros passe désormais à 13 milliards d'euros sur 5 ans. Cette dotation est un élément budgétaire non négligeable pour les collectivités. Par cette nouvelle baisse, le gouvernement entend forcer les collectivités à s'attaquer à la masse salariale.
- La suppression de la taxe d'habitation est également un moyen pour l'État d'avoir la main mise sur les dépenses des collectivités et elle contrevient au principe d'autonomie fiscale et de démocratie locale en enlevant à nouveau aux collectivités locales le pouvoir de voter le taux des impôts directs locaux.
- La suppression de 70 000 postes dans les collectivités territoriales sur 5 ans.
- La fin de la hausse uniforme du point d'indice qui constitue une remise en cause de l'unicité du statut des fonctionnaires ouvre la voie à une fonction publique à plusieurs vitesses en provoquant un décrochage de la fonction publique territoriale par rapport aux autres versants.
- La poursuite de la réforme des collectivités territoriales avec notamment l'objectif de fondre les départements urbains dans les métropoles à l'image de la métropole de Lyon.
- L'installation de borne internet dans toutes les zones rurales et blanches pour remplacer les agents publics n'est pas non plus une idée particulièrement progressiste.

**L'urgence est de sortir de la politique d'austérité qui aggrave les inégalités territoriales et accélère la suppression de services publics ou leurs livraisons aux appétits des intérêts privés. Nous exigeons la justice territoriale et sociale.**

À cette destruction assumée des services publics de proximité, la CGT oppose ses revendications :

- Création massive d'emplois dans les services publics de proximité pour répondre aux besoins des populations.
- Une réforme fiscale et une réorientation des dépenses publiques en direction de toute la population.
- Une augmentation significative du point d'indice.
- Un moratoire sur les réformes territoriales engagées et une réflexion pour répondre aux besoins sociaux.

**Face à ces attaques répétées, la Fédération CGT des Services publics appelle l'ensemble des agents de la Fonction Publique Territoriale à participer massivement à la journée de grève et de manifestations du 12 septembre.**

CONTACT : 01 55 82 88 20